

# Sommaire

---

## Fonctionnaires

### **27 inspecteurs du travail prêtent serment**

Fraternité Matin - lundi 23 décembre 2019

### **«Des dispositions ont été prises pour qu'on ne refole plus jamais un mutualiste avec un bon »**

Le Sursaut - lundi 23 décembre 2019

## Politique

### **Ouattara et Macron annoncent la fin du franc Cfa**

Fraternité Matin - lundi 23 décembre 2019

### **4 accords signés en présence des Chefs d'État**

Fraternité Matin - lundi 23 décembre 2019

### **« Nous n'avons pas reculé, c'est un repli tactique »**

Le Nouveau Réveil - lundi 23 décembre 2019



École nationale d'administration / La promotion sortante de la filière Travail et affaires sociales de l'École nationale d'administration (Ena), forte de 27 inspecteurs du travail, a prêté serment, mercredi, au tribunal de première instance d'Abidjan Plateau.

## 27 inspecteurs du travail prêtent serment



Les nouveaux inspecteurs du travail ont été appelés à faire preuve de rigueur et de professionnalisme tout au long de leur carrière.

La promotion sortante de la filière Travail et affaires sociales de l'École nationale d'administration (Ena), forte de 27 inspecteurs du travail, a prêté serment, mercredi, au tribunal de première instance d'Abidjan Plateau. Après avoir juré devant le juge de s'acquitter avec conscience et rigueur de leurs obligations avec professionnalisme dans l'administration publique ivoirienne, les impétrants ont été conviés par le ministère de l'Emploi et de la Protection sociale (Meps) à une réception dans les locaux de la direction régionale de l'IpsCgrae de Cocody Attoban. La directrice générale du Travail, Bintou Coulibaly, a souhaité une riche et belle carrière aux nouveaux inspecteurs du travail. « Vous devez cultiver la droiture et chercher à toujours apprendre de toutes les expériences que vous allez vivre », leur a-t-elle recommandé. A sa suite, la directrice de l'École de gestion administrative et de diplomatie de l'Ena, Corinne Oulai, a appelé la promotion sortante à faire honneur à l'établissement et à être à la hauteur de la formation reçue. Le Conseiller technique Ebenezer Ago, représentant le ministre de l'Emploi et de la Protection sociale, Pascal Kouakou Abinan, a félicité les nouveaux inspecteurs du travail. Il a souligné que l'acte de prestation de serment leur permettra de prendre conscience de leur rôle de contrôleur et de conciliateur dans les entreprises. La 55e promotion sortante d'inspecteurs du travail de l'Ena compte 5 élèves du cycle supérieur, 10 du cycle moyen-supérieur et 12 du cycle moyen.

**GERMAIN GABO**

ARRIMAGE MUGEFCI-CMU / KOUAMÉ MESMIN KOMOE, LE PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATIONS DE LA MUGEFCI

## «Des dispositions ont été prises pour qu'on ne refoule plus jamais un mutualiste avec un bon »



*Kouamé Mesmin KOMOE, PCA de la Mugefci*

Pendant plus de 5 heures d'horloge, la direction générale de la Mutuelle générale des fonctionnaires est agents de l'Etat (Mugefci), a échangé jeudi 19 décembre à la Bourse du travail de Treichville avec les fonctionnaires et agents de l'Etat en activité ou à la retraite, dans le cadre d'une grande journée de concertation. « Il s'agissait pour nous d'échanger sur la vie de la mutuelle, sur le nouveau environnement qui a changé avec le démarrage effectif de la Couverture maladie universelle (Cmu). Ce démarrage a engendré quelques difficultés que les fonctionnaires n'ont pas bien compris. Il était question de leur expliquer la nature de ces difficultés et de leur présenter les solutions qui ont été apportées pour améliorer leur prise en charge », a expliqué le président du conseil d'Administration de la Mugefci, Kouamé Mesmin KOMOE. A l'en croire, ce sont des difficultés liées à l'accès aux prestations de la Mugefci pour ceux qui ne sont encore enrôlés à la CMU, des difficultés liées également à la disponibilité des médicaments, etc. « Je crois qu'avec toutes les intelligences des autorités de la Caisse d'assurance maladie et nous, des réponses concrètes ont été apportées. Comme vous pouvez le constater, il y a de moins en moins de grogne, mais nous leur donnons à l'occasion de cette journée de

concertation de remonter tout ce qu'on peut avoir comme difficultés afin que nous puissions apporter les solutions idoines », a poursuivi M. Komoé. Avant de rendre publiques les décisions prises face aux difficultés rencontrées par les fonctionnaires et retraités. « La solution concrète que nous avons prise c'est de faire en sorte que dans les différentes officines, il y ait les médicaments de substitution, de sorte qu'on ne refoule plus jamais un mutualiste qui arrive dans une pharmacie avec un bon. Instruction également a été donnée à l'ensemble des prestataires de santé, pour que ceux qui ne sont pas encore enrôlés auprès de la CMU puissent bénéficier des prestations avec leur carte Mugefci. Nous avons également pris en compte la volonté des mutualités d'augmenter le panier des médicaments pris en compte dans le nouvel environnement, etc. Toutes les décisions prises seront communiquées à notre prochaine assemblée générale du 27 décembre prochain », a rassuré le patron de la Mugefci. Pour lui, il est question que la Mugefci et la CMU harmonisent de façon plus intelligente leurs actions pour le bonheur des populations. « Il faut que les fonctionnaires le comprennent. Nous ne sommes qu'au début d'un processus. C'est tout à fait normal que les choses ne soient pas parfaitement huilées et créent des désagréments. Mais au fur et à mesure nous allons répertorier tous ces désagréments et trouver les solutions idoines. Pour mémoire, depuis le mois d'octobre 2019, la Couverture Maladie Universelle (CMU) en Côte d'Ivoire a commencé ses prestations, avec elle également les prestations du régime complémentaire obligatoire de la MUGEFCI. Cette nouvelle disposition est allée malheureusement avec quelques difficultés qui ont créé des désagréments au niveau de certains mutualistes. Face à cette situation, la MUGEFCI qui ne compte pas s'arrêter à un traitement symptomatique mais à une recherche de solution durable qui garantira la pérennité de la MUGEFCI et assurer des prestations de qualité, a organisé cette grande journée de concertation, afin de trouver des solutions durables aux problèmes actuels de prise en charge. Etaient conviés à cette concertation, les responsables des organisations de fonctionnaires ; les responsables syndicaux de fonctionnaires et agents de l'Etat ; les responsables de mutuelles de fonctionnaires et agents de l'Etat ; les responsables des associations de fonctionnaires et agents de l'Etat ; les responsables d'amicales de fonctionnaires et agents de l'Etat ; les Fonctionnaires et agents de l'Etat en activité ou à la retraite

; les mutualistes.



Visite officielle du Président français en Côte d'Ivoire / Le Président de la République a reçu samedi, au Palais présidentiel, son homologue français.

## Ouattara et Macron annoncent la fin du franc Cfa



Les Présidents Ouattara et Macron ont présenté une vision commune de la coopération entre la France, la Côte d'Ivoire et les pays de l'Uemoa.

C'est désormais acté. Le franc Cfa disparaîtra dans les mois à venir. Samedi, à la salle des Pas perdus du palais présidentiel au Plateau, Alassane Ouattara et Emmanuel Macron, après plus d'une heure de tête-à-tête et la cérémonie de signature d'accords de relations bilatérales, l'ont annoncé. Dans sa déclaration à la presse, le Chef de l'État ivoirien a fait savoir que la réforme du franc Cfa repose sur trois changements majeurs. Le premier, c'est le changement de nom. Le franc Cfa deviendra Eco. Le deuxième, c'est l'arrêt de la centralisation de 50% des réserves de changes au trésor français et la fermeture du compte d'opérations. Le dernier changement c'est le retrait des représentants de la France de tous les organes de décision et de gestion de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (Ue-moa). Toutefois, le chef de l'État a expliqué que lui et ses pairs de l'Uemoa ont décidé de maintenir la parité fixe avec l'euro. Ils ont convenu, a-t-il dit, "de maintenir la garantie de convertibilité". Pour le Président Ouattara, "cette importante réforme traduit la volonté des pays membres de l'Uemoa de construire leur futur de manière responsable, afin d'attirer les investisseurs privés, de créer des emplois et de poursuivre le développement économique de nos pays". En décidant du maintien de la garantie de convertibilité, les chefs d'État et de gouvernement veulent éviter les inflations à échelle exponentielle. Pour terminer sur ce chapitre, le numéro un ivoirien a salué l'esprit d'ouverture de son homologue français et sa volonté de contribuer à l'intégration économique des pays de l'Afrique de l'Ouest. Emmanuel Macron a fait remarquer que la question du franc Cfa "cristallise de nombreux débats menés essentiellement par la jeunesse africaine qui assimile l'arrimage du Fcfa à l'euro à une pratique coloniale de la France". C'est pour cela qu'il

a décidé de rompre les amarres, de mettre tous les sujets à plat et d'écrire avec l'Afrique une nouvelle page. Il a salué cette réforme majeure et historique. Emmanuel Macron a également indiqué qu'une nouvelle étape venait d'être franchie. Il a aussi souligné que l'eco est un outil d'intégration et de stabilité. Le chef de l'État français a confirmé les changements majeurs annoncés par Alassane Ouattara. L'accord de coopération économique qui annonce ce changement a été signé. Outre la question monétaire, les deux chefs d'État ont indiqué avoir abordé, lors de leur tête-à-tête, la question sécuritaire, notamment la lutte contre le terrorisme. Le Président Ouattara a salué la forte implication de la France dans la guerre asymétrique que livrent les pays de la sous-région contre les djihadistes. Il a salué l'opération Barkhane. Le Chef de l'Etat ivoirien a aussi remercié son homologue français pour la réalisation du projet de l'Académie internationale de lutte contre le terrorisme basée à Jacquville. Toujours sur la lutte contre le terrorisme, le Président Ouattara a indiqué que les pays membres de l'Uemoa ont décidé de contribuer à hauteur de 500 millions de dollars de financement du plan commun de lutte contre le terrorisme. Il a fait savoir que 100 millions sont immédiatement disponibles pour le Mali, le Niger et le Burkina Faso. Pour Emmanuel Macron, son pays continuera à apporter son soutien aux pays de la sous-région et œuvrer avec eux à freiner l'avancée des terroristes. La région des trois frontières, Burkina Faso, Niger et le Mali bénéficieront d'une attention particulière.

ETIENNE ABOUA



Visite officielle du Président français en Côte d'Ivoire

## 4 accords signés en présence des Chefs d'État



Un avenant à l'accord du projet du métro d'Abidjan a été signé. (PHOTO : PORO DAGNOGO)

Bingerville) qui ont des infrastructures dégradées et des services partiellement dysfonctionnels. Ce projet répond aux besoins complémentaires des projets C2d santé et soutient les réformes engagées par le gouvernement ivoirien. Il s'agit d'une composante importante du Programme social du gouvernement.

**ÉTIENNE ABOUA**

La visite officielle du Président de la République française en Côte d'Ivoire a été fructueuse. De nombreux accords ont été signés, au dire du protocole d'État. Samedi, au Palais présidentiel, quatre l'ont été en présence des Présidents Ouattara et Macron. Le premier porte sur les installations mises à la disposition des forces françaises stationnées ou en transit sur le territoire de la République de Côte d'Ivoire. Il prend en compte les emprises concédées aux forces françaises en Côte d'Ivoire, le camp de Port-Bouët et le détachement d'intervention lagunaire. Le deuxième accord est relatif au projet de coopération "Académie internationale de lutte contre le terrorisme". Il définit les conditions de mise en œuvre de l'Académie internationale de lutte contre le terrorisme ainsi que son organisation générale, en vue de son installation au sein de ses infrastructures sur le site dédié à Jacqueline. Le troisième est un avenant au projet du métro d'Abidjan. Ce projet est conçu comme une réponse aux difficultés de mobilité urbaine dans la capitale économique. La construction du métro d'Abidjan sera réalisée par un groupement d'entreprises françaises composé de Bouygues, Colas, Alstom et Keolis. La ligne s'étendra de la commune d'Anyama (nord d'Abidjan) à la zone de Port-Bouët (sud) et fera plus de 37 km. L'infrastructure desservira une vingtaine de gares et transportera près de 500 000 personnes par jour. Le quatrième accord est une convention de crédit pour le secteur de la santé (financement prêt souverain Afd) à hauteur de 100 millions d'euros (65,6 milliards de FCfa) entre la République de Côte d'Ivoire et l'Agence française de développement. Ce financement permettra la construction, la réhabilitation, l'équipement et la mise aux normes techniques, environnementales et sociales d'hôpitaux ciblés dans le grand Abidjan (Anyama, Dabou, Koumassi, Port-Bouët et

Report du meeting de l'opposition : Guikahué et Assoa Adou face à la presse, samedi dernier

## « Nous n'avons pas reculé, c'est un repli tactique »



Les responsables de l'opposition ont fait toute la lumière sur le report du meeting qui devrait se dérouler au stade Sény Fofana à Port-Bouët.

**Le secrétaire exécutif en chef du PDCI-RDA, le professeur Maurice Kakou Guikahué, agissant au nom de la plate-forme CDRP et docteur Assoa Adou, secrétaire général du FPI, au nom de la plate-forme EDS, ont co-animé, samedi 21 décembre 2019, une conférence de presse pour expliquer les raisons du report sine die du meeting programmé au stade Sény Fofana de Port-bouët par l'opposition en dénonçant les manœuvres d'infiltration et présenter des excuses aux militants tout en leur demandant de demeurer mobilisés pour la suite des batailles à compter de janvier 2020.**

Comme vous le savez, dans le cadre de l'activité politique de l'opposition significative, regroupée au sein des plateformes CDRP-EDS, nous avons programmé le deuxième giga meeting de l'opposition le 14 décembre 2019 à la place Figayo de Yopougon après le premier qui s'était tenu au Parc des sports de Treichville le 14 septembre 2019. Pour cause d'indisponibilité de la place à la date du 14 décembre 2019, selon les autorités municipales, l'opposition a été emmenée à reporter ce meeting au 21 décembre 2019. Après avoir obtenu l'autorisation des autorités municipales et payé les droits d'occupation réclamés, l'opposition a appris avec stupéfaction l'interdiction de cette manifestation par un arrêté municipal signé du maire, Gilbert Kafana Koné, de Yopougon. Face à cette décision arbitraire et illégale, les plateformes ont sollicité et obtenu du maire de Port-Bouët, l'autorisation de tenir leur meeting au stade Sény Fofana de ladite commune. Comme cela se fait en pareille circonstance, les autorités de police ont été sollicitées pour assurer la sécurité de ce rassemblement, mais elles ont refusé d'assumer cette responsabilité que la loi leur impose. Par ailleurs, puisque nous sommes des responsables, l'organisation veut dire la prise en compte de beaucoup de choses et des informations du terrain. Des informations récurrentes et concordantes nous sont parvenues faisant état de manœuvres d'infiltration de notre manifestation par des individus mandatés pour

semer le désordre et le chaos. Pour vous dire que nous ne sommes pas en train d'affabuler, le gros de ce groupe était basé au niveau de l'abattoir. Donc, nous avons des informations sûres. Après une analyse profonde de cette situation, la décision a été prise de reporter le meeting initialement prévu pour le 21 décembre 2019 au stade Sény Fofana de Port-Bouët à une date ultérieure. Nous organisons cette conférence de presse pour, d'abord, présenter nos excuses à nos militants, pour le désagrément. Nous voulons saluer leur mobilisation. Malgré ces infiltrés qui ont été signalés, on pouvait y aller mais nous ne sommes pas seuls. Nous n'avons pas peur. Autant que nous sommes ici dans l'opposition, notre objectif, c'est de reconquérir le pouvoir d'Etat avec une Côte d'Ivoire qui est debout. Donc, c'est un repli tactique. Alors qu'on disait que tout avait été géré et bouclé et que le président Macron et sa délégation ne rencontreraient aucun parti d'opposition, nous avons été approchés et ce matin (Ndlr, samedi matin), la délégation de haut niveau du président français a reçu le PdcI. Le Fpi, le Raci ont été reçus. Comme je n'y étais plus, je ne sais pas qui d'autre avait été reçu par la suite. Cela voudrait dire que rien n'a été géré et bouclé, comme on voulait nous le faire croire. Tout est à plat. Donc, les messages que nous avons voulu passer au meeting ont été passés. Chers amis journalistes, merci d'être venus nombreux.